

La laïcité, un idéal d'émancipation universel

Henri Pena-Ruiz

Faite pour tout le peuple, la république laïque libère le droit de ce qui divise les hommes. Ni religions reconnues, ni athéisme consacré. Ni credo imposé, ni credo interdit non plus. Une même loi vaut pour tous. À la liberté de conscience se conjugue la pleine égalité de celui qui croit au ciel et de celui qui n'y croit pas, comme des divers croyants. La complicité tendue de Dieu et de César laisse la place à l'affranchissement réciproque de Dieu et de Marianne.

Les choix qui règlent la vie personnelle sont d'autant plus libres que la laïcité radicalise le respect de la sphère privée en émancipant le droit de tout privilège accordé à un modèle d'accomplissement. Le droit ainsi promu pose comme règles communes des principes d'émancipation : liberté de conviction et d'éthique de vie, égalité de principe de tous les êtres humains, égalité des sexes, égalité de droits sans distinction d'origine ou de conviction. Quant aux conditions positives d'une telle liberté, l'Etat laïque les assure pour tous s'il joue pleinement son rôle par la promotion de l'instruction publique et de la justice sociale. Contrairement aux particularismes exclusifs, la laïcité permet de concilier la diversité des croyances et des patrimoines culturels avec l'égalité des droits. Ainsi, le bien commun échappe à la guerre des dieux. Et l'ouverture à l'universel est préservée par l'espace civique, pour le plus grand bien de la richesse culturelle des peuples, appelée à se manifester dans la liberté et non enrôlée dans des volontés très politiques de mise en tutelle.

La laïcité n'est pas le degré zéro des convictions. Elle parie sur des hommes libres, maîtres de leur jugement, capables de concorde authentique. L'école laïque apprend à ne pas transiger avec l'exigence de vérité : elle fait le pari de la culture et du jugement éclairé. Elle ose la liberté radicale d'une pensée maîtresse d'elle-même. Cette confiance dans la souveraineté de la pensée humaine est la vertu propre à la laïcité, force d'âme fraternelle où se transcendent les "différences". Liberté, égalité et fraternité trouvent en elle leur sens plein et généreux.

Voilà le message que nous rappelle aujourd'hui l'idéal laïque, et il peut faire le tour du monde. Car il libère la création des censures, la culture des rapports d'oppression qui se réclament d'elle, les patrimoines collectifs des captations identitaires qui veulent faire que les hommes marchent au pas. Ce faisant, elle permet un authentique dialogue des civilisations, un libre métissage si l'on veut. Mais n'oublions pas que l'on ne peut "métisser" la liberté avec l'esclavage, l'égalité des sexes avec l'oppression traditionnelle des femmes, l'épanouissement créateur de l'art et de la culture avec la police politico-religieuse des œuvres et des pensées.

Du Maghreb, de France, d'Europe et du monde entier, osons dire tout haut les principes d'une humanité réconciliée de la seule façon qui permette d'éviter le retour des fanatismes meurtriers : l'union des hommes par ce qui les élève au meilleur d'eux-mêmes. Liberté authentique fondée sur l'autonomie de jugement, égalité des droits rendue crédible par la justice sociale et internationale, se conjugueront alors, et elles le feront grâce à l'émancipation laïque des sociétés comme des personnes.

Un tel idéal n'est le produit d'aucune civilisation. Il a été conquis de haute lutte dans l'Occident comme il peut l'être ailleurs. A l'époque, c'était le cléricalisme catholique, essentiellement, qui lui faisait obstacle. Rompons aussi avec les illusions de perspective et avec les amnésies sélectives. Il ne faut pas que la géographie présente rende aveugle sur l'histoire passée. Chaque monothéisme a engendré ses formes d'oppression et de communautarisme, et nul ne peut donner la leçon à l'autre en la matière. C'est en Occident "chrétien" que furent inventés les croisades, les bûchers de l'Inquisition, l' "Index des livres interdits", les expéditions coloniales assorties d'ethnocides, les bombardements massifs de population civile et les camps d'extermination à caractère raciste. Joli bilan. C'est en terre arabo-musulmane qu'a été sauvé l'immense héritage de la civilisation grecque, qu'on a inauguré une coexistence harmonieuse et un dialogue exigeant des grandes cultures, que s'est inventé le principe de lecture rationnelle des textes (avec Averroès) : les "Lumières" y ont devancé les Lumières européennes de plusieurs siècles. Serions-nous assez amnésiques pour l'oublier, et feindre de croire aujourd'hui qu'il n'y a d'Islam qu'intégriste et de christianisme que libérateur ? Certes, la figure intégriste de l'Islam politique est venue depuis ternir singulièrement l'image évoquée. Mais faut-il oublier Averroès sous prétexte qu'il y a eu Ben Laden ? À suivre un tel amalgame, il faudrait oublier le Christ sous prétexte qu'il y a eu Torquemada.

En réalité, nulle civilisation n'est réductible à un de ses moments, et c'est faire preuve d'une lecture partisane – à moins qu'elle ne soit simplement mal instruite- que de vouloir hiérarchiser les civilisations comme prétend le faire Samuel Huntington dans sa vision apocalyptique du "clash des civilisations". Ceux qui dressent la croix contre le croissant en prétendant faire de l'Europe un club chrétien sont les ancêtres momifiés des fous de Dieu qui dressent l'Islamisme politique contre les "croisés". Symétrie des ostracismes. Les uns et les autres développent une critique de la modernité laïque, de la raison, des Lumières, comme si on pouvait leur imputer les pires maux de notre époque. Il est si commode de prendre à témoin l'opinion en insistant sur les indéniables ravages produits par une mondialisation capitaliste inhumaine, et de faire semblant de les imputer aux idéaux laïques et démocratiques !

D'ailleurs la confusion régnante sur le terme de "culture" n'aide guère à voir clair. La culture, au sens émancipateur, ce n'est pas la soumission servile à une tradition, mais la capacité d'assumer celle-ci de façon éclairée, ce qui implique distance et recul critique. Pour être traditionnelle, la soumission de la femme à l'homme n'en est pas moins inacceptable. Dira-t-on que c'est trahir sa culture que la rejeter ? Cessons donc de penser que l'universel se construit par simple "métissage" de civilisations, sans égard à ce qui est vrai et juste en chacune d'elles, ce qui implique l'exercice du jugement critique et non le fidéisme ou une conception obscurantiste de l' "identité collective". Un tel exercice, l'histoire le montre, n'est l'apanage d'aucune civilisation particulière, et c'est de lui que naît le patrimoine universel de la pensée libre, affranchie des tendances les plus oppressives et les plus rétrogrades qui se manifestent en chaque civilisation. Cessons de confondre le fait de respecter toutes les cultures avec celui de tout respecter dans les cultures. Car enfin, la répudiation unilatérale, la notion judéo-chrétienne de chef de famille, la lapidation pour adultère, la culpabilisation du plaisir sexuel, la mutilation du clitoris, sont-elles choses respectables ?

Bref, il est temps de rompre avec les amalgames. Il est temps de soumettre toute civilisation à l'examen critique de ce qui s'est effectivement produit en elle, et de cesser de s'agenouiller devant la "différence culturelle" sous prétexte qu'elle fut jadis bafouée et méconnue par des entreprises oppressives. Il est temps d'éviter d'enfermer chacun dans sa "différence", et de rappeler l'humanité une à elle-même, mémoire vive d'aspirations universelles à la liberté et à l'égalité, au bonheur et à la découverte éclairée de la richesse des peuples. Il est temps de sortir le débat de questions souvent mal posées, d'attitudes réactives, voire de bons sentiments qui produisent le contraire de ce qu'ils visent.

La laïcité n'est pas une particularité culturelle, et nulle religion ne lui est plus favorable qu'une autre. En Occident, elle fut conquise de haute lutte, souvent dans le sang et les larmes, à rebours de la tradition religieuse dominante. C'est pourquoi aujourd'hui on ne peut s'acharner unilatéralement contre une figure théologico-politique particulière, celle de l'islamisme politique, évidemment distincte de l'Islam. Certes, il ne faut lui faire aucune concession, et être intraitable tant sur la laïcité des institutions publiques que sur l'égalité des femmes. Mais cela doit se faire au nom d'une laïcité universaliste, qui ne soit pas à géométrie variable. La France laïque de la loi sur les signes religieux de Mars 2004 a demandé aux élèves d'ôter le voile, la kipa ou la croix charismatique en entrant dans les espaces scolaires. La même France, entre 1883 et 2005, a fait ôter les crucifix des salles de classes, des mairies, des palais de justice. Et en 1937 une circulaire du ministre Jean Zay avait déjà prohibé les signes religieux dans les établissements scolaires. Ce n'est donc pas une "loi sur le voile" qui a été votée sur proposition de la Commission Stasi, mais une loi sur l'ensemble des manifestations ostentatoires des religions. Il faut y insister, afin de rendre lisible l'exigence universelle qui légitime la loi. Et d'éviter toute stigmatisation. Il faut également rappeler la nécessité de bien distinguer ce qu'on peut légitimement combattre par la loi, et ce qu'il faut combattre par l'éducation et le travail de persuasion émancipatrice. Toute erreur dans les moyens utilisés se retournerait contre la laïcité elle-même. On ne peut interdire à une femme voilée ou à un homme portant la kipa de pénétrer dans tout lieu de la société civile. Certes, on peut considérer qu'un tel marquage est contestable, mais alors c'est par le débat argumenté qu'il faudra le contester.

Qui ne voit par ailleurs que le fait de reconnaître des droits à des groupes et non aux individus qui les constituent peut conduire à donner des instruments d'oppression aux guides et aux chefs religieux qui les dominent, plaçant dès lors sous tutelle la libre disposition de soi des personnes individuelles ? Une femme qui refuse de porter un voile, de réduire sa vie sexuelle à la procréation, d'être soumise à l'homme, le pourra-t-elle si au nom de son "identité culturelle" on la somme de se plier à des normes qui captent de façon tendancieuse les textes dits sacrés ? Gardons en mémoire la jeune étudiante algérienne Katia Bengana, assassinée par les Islamistes parce qu'elle refusait de porter le voile : son courage est une leçon de liberté, hélas chèrement payée. N'oublions pas non plus les "magdalena sisters", ces femmes-parias de la très catholique Irlande, qui les enfermait et les pliait aux travaux forcés, pour avoir un jour "péché" contre une morale sexuelle intégriste. N'oublions pas non plus les intégristes du judaïsme qui assassinèrent des musulmans à Hébron ou colonisent des terres palestiniennes en considérant la Bible comme le titre de propriété du "grand Israel (Eretz)" supposé "terre promise" au peuple élu.

La domination masculine est la propre des sociétés marquées par les trois grands monothéismes. L'Ancien Testament fait dire à Dieu s'adressant à Ève : "*Tes désirs te porteront vers ton mari, et lui dominera sur toi*" (Genèse III, 15). À mettre en écho avec une prière juive traditionnelle du fidèle masculin : "*Je remercie Dieu de na pas m'avoir fait naître femme*". Saint Paul, dans sa Lettre aux Éphésiens (V, 22), stipule : "*Que les femmes soient soumises à leurs maris*". À mettre en écho avec la notion juridique de "chef de famille", présente dans les livrets de mariage occidentaux jusqu'à une époque récente. Et le Coran n'est pas en reste, qui précise : "*Les femmes ont droit à l'équivalent de ce qui leur incombe selon les convenances. Les hommes ont toutefois sur elles préséance d'un degré*". (Sourate II, verset 228). À mettre en écho avec le Code de la famille, qui depuis 1984 organise en Algérie l'inégalité des droits des femmes et des hommes.

De deux choses l'une. Ou bien ces références religieuses oppressives doivent être relativisées par l'évocation du contexte historique et social qui les a déterminées, et alors elle perdent toute valeur normative aujourd'hui : la raison humaine, disait Averroès, nous affranchit ainsi d'une lecture littérale qui nous conduirait à admettre l'inacceptable et à le parer d'une dimension sacrée. Ou bien on décide, congédiant la raison, de considérer que de tels textes doivent s'appliquer aujourd'hui sans égard à leur contexte d'origine. Cela ne peut se faire que parce qu'on nourrit alors un projet de domination et d'oppression : on en vient à se défier ainsi de la puissance éclairante propre à la raison et à la culture, et l'on tente d'ailleurs de la faire taire, comme ont fait partout les intégristes.

Dans un monde où les populations se mélangent de plus en plus, il est clair que les lois communes des Etats doivent s'affranchir de tout particularisme, pour ne mettre en œuvre que des exigences universelles, bonnes pour tous les hommes et tous les peuples, car propres à les émanciper des traditions rétrogrades tout en dégagant le bien commun de tout privilège. C'est en cela aussi que la laïcité est un idéal de paix de concorde, et de fraternité. Un idéal qui fera le tour du monde.